



Jean-François Bayart, Romain Bertrand,
Thornike Gordadze, Béatrice Hibou, Françoise Mengin

Legs colonial et gouvernance contemporaine

Volume I

Décembre 2005

Sommaire

Avant-propos..... p. 3

Jean-François Bayart & Romain Bertrand : La problématique du legs colonial..... p. 6

Romain Bertrand : L'enjeu politique de la mémoire coloniale : le débat français..... p. 67

Première partie : Combinatoires impériales, 1 : l'aire ottomane

Jean-François Bayart : Turquie : un nationalisme est-européen et postimpérial..... p. 139

Thornike Gordadze : Géorgie : un nationalisme de frontière..... p. 154

Béatrice Hibou : Tunisie : d'un réformisme à l'autre..... p. 209

Deuxième partie

Combinatoires impériales, 2 : l'aire chinoise

Françoise Mengin : Legs coloniaux et formation de l'Etat dans le monde chinois..... p. 264

Troisième partie

Combinatoires impériales, 3 : l'aire coloniale européenne

Romain Bertrand : Réformisme colonial et combinatoire impériale européenne.
La « Politique coloniale éthique » des Pays-Bas (1901-1926)..... p. 343

Avant-propos

Envisagée et conçue à l'automne 2004, cette réflexion sur les interactions entre le legs colonial et la gouvernance (ou la gouvernementalité) contemporaine a anticipé sur un débat public qui certes nous paraissait être devenu inévitable, mais que la loi du 23 février 2005 a transformé en véritable bataille politique, impliquant les médias, la communauté scientifique, le monde du spectacle et du sport, les institutions et les plus hautes autorités de la République française, non sans provoquer des tensions diplomatiques entre cette dernière et l'Algérie et un malaise dans les départements d'outre-mer. La mise en perspective de l'aide publique au développement avec le passé colonial que nous nous étions proposés d'effectuer n'en est devenue que plus utile. Mais le lecteur nous permettra de ne pas prendre part à ce qui est devenue une polémique et de nous en tenir à notre projet initial. Il s'agissait dans notre esprit, tout d'abord, de faire le point sur l'analyse de l'Etat colonial, qui a connu ces dernières années un profond renouveau au sein des sciences sociales, et, ensuite, d'identifier plus systématiquement les enchaînements politiques, organisationnels, sociaux et économiques qui relient les formes contemporaines de gouvernement aux situations coloniales, selon la méthode de la sociologie historique du politique.

Le premier chapitre de ce volume propose une synthèse critique de la production scientifique consacrée au colonialisme, une clarification conceptuelle, et une problématique qui devrait aider à démêler les lignes de continuité ou de rupture entre l'Etat colonial et ses héritiers.

Le deuxième chapitre restitue l'enjeu politique de la mémoire coloniale en France et place le débat public en cours à la lumière des acquis de la connaissance en sciences sociales. Il suggère notamment que la distinction entre la conquête coloniale, inévitablement violente, et la phase supposée « éthique », « civilisatrice » ou « bienfaitrice » de la colonisation, à laquelle se réfèrent plus ou moins explicitement les protagonistes de la polémique actuelle, ne résiste pas à l'examen.

Suivent deux parties qui traitent respectivement de l'aire impériale ottomane et de l'aire impériale chinoise. Il pourra sembler curieux de s'éloigner ainsi de l'objet évident de réflexion, l'Etat colonial, pour se pencher sur des empires qui ne semblent pas directement relever de l'impérialisme européen des XIX^e et XX^e siècle, sinon au titre de victimes de celui-ci. Mais ce détour apparent n'en est pas un. Tout d'abord, les empires coloniaux se sont imbriqués dans (ou se sont superposés à) des empires qui leur préexistaient. Il en est né des legs singulièrement complexes. Les aires ottomane et chinoise sont particulièrement révélatrices de telles « combinatoires impériales » car elles ont été, l'une ou l'autre, les lieux de rencontre, de conflit et d'interpénétration entre des empires classiques et les impérialismes modernes des puissances occidentales - en particulier du Royaume uni et de la France - de la Russie puis de l'Union soviétique, du Japon et des Etats-Unis.

Ensuite la nécessité de « banaliser » scientifiquement les empires coloniaux stricto sensu et de les comparer à d'autres formes impériales est apparue ces dernières années comme une condition du renouveau de leur analyse. C'est en particulier à ce prix que l'on peut mieux comprendre leur historicité propre et les limites de leur domination. Au rebours de ce que postulait l'influente école latino-américaine de la dépendance, l'Etat colonial n'a pas arasé les sociétés qu'il s'était soumises. A l'aune de la longue durée, il a été un moment, certes important, mais un moment seulement de leur trajectoire. Il est d'autant plus impératif de le rappeler que le débat politique en cours occulte tout à la fois cette historicité propre des sociétés africaines, asiatiques ou moyen-orientales et celle de l'Etat colonial lui-même.

Enfin une dernière partie rend compte d'un cas de réformisme colonial, celui de la « politique éthique » des Pays-Bas. Elle confirme que le colonialisme occidental a constitué à lui seul une « combinatoire impériale » du fait des échanges intenses entre les puissances européennes et entre leurs empires coloniaux. Elle souligne également, de pair avec le chapitre consacré à la Tunisie, dans la première partie, que le réformisme a été un grand ressort du gouvernement colonial et représente un legs crucial.

Ce premier volume de notre étude accorde donc l'essentiel de son attention à cette notion de « combinatoire impériale ». L'année prochaine un deuxième volume traitera plus spécialement des « transactions hégémoniques » sur lesquelles ont reposé les empires coloniaux et dont certaines se sont reproduites jusqu'à aujourd'hui.

Le premier volet de cette étude « Legs colonial et gouvernance contemporaine » s'est appuyé sur la lecture critique de la littérature en sciences sociales relative à l'Etat et au moment colonial, sur le dépouillement d'une importante documentation primaire (et notamment parlementaire) liée au débat politique actuel en France, sur des voyages d'étude en Turquie, en Grande-Bretagne, en Italie et aux Pays-Bas qui ont permis de rencontrer des collègues politologues ou historiens, et sur des missions similaires à Marseille et Aix-en-Provence. Une longue pratique du terrain en Chine, en Indonésie, en Géorgie, en Turquie, au Maghreb et en Afrique subsaharienne, ayant antérieurement donné lieu à la rédaction de nombreux travaux, l'a également étayé.

En outre trois journées d'étude organisées dans le cadre de ce programme nous ont fourni l'opportunité d'affiner notre approche grâce à la collaboration active des participants, et en particulier de nos collègues étrangers qui nous ont fait l'amitié de répondre à notre invitation :

- « Economies morales et formation de l'Etat dans le monde extra-européen », Paris, le 26 mai 2005, avec le concours de Trinity College de l'Université de Cambridge et du Centre d'études et de recherches internationales

- « Etat, nation, empire : l'exemple ottoman en débat », Paris, le 8 novembre 2005, avec le concours du Centre d'études et de recherches internationales

- « The Colonial Moment. Imperial Hegemonic Transactions in Comparative Perspective », Paris, le 19 décembre 2005, avec le concours du Centre d'études et de recherches internationales

Nous remercions tous les collègues et toutes les institutions qui nous ont généreusement soutenus pour mener à bien ce premier volet de notre recherche.